

# FLASH ÉCONOMIE

## RECHERCHE ÉCONOMIQUE

23 octobre 2012 – N°713

### **Les pays où le secteur abrité subventionne le secteur exposé et les pays où le secteur exposé subventionne le secteur abrité**

*Nous pensons que la performance économique globale d'un pays dépend beaucoup du sens de la subvention entre le secteur exposé (industrie, services exportables) et le secteur abrité (services domestiques, construction) :*

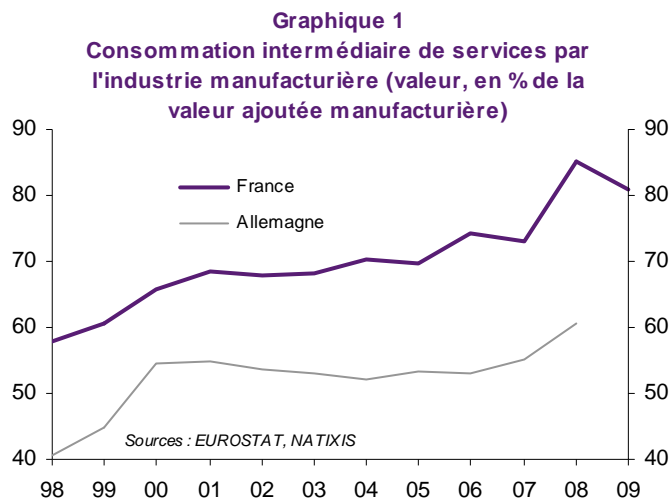
- *si le secteur exposé subventionne le secteur abrité, il perd sa compétitivité, et le pays se désindustrialise et s'appauvrit. Il peut s'agir d'une subvention au secteur abrité privé (le secteur abrité a des coûts salariaux élevés, est inefficace, et l'industrie est grosse consommatrice de services, ou bien le secteur abrité bénéficie d'avantages fiscaux financés par le secteur exposé) ou au secteur abrité public (il est de grande taille et lève des impôts excessifs sur le secteur exposé pour se financer) ;*
- *si le secteur abrité subventionne le secteur exposé, c'est qu'il a des coûts unitaires faibles, ce qui réduit les coûts de production du secteur exposé (à nouveau, l'industrie consomme énormément de services) et le rend plus compétitif.*

*Nous regardons dans quel sens va la subvention entre le secteur abrité et le secteur exposé aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, au Japon. Le secteur exposé subventionne le secteur abrité en France et au Royaume-Uni, pas dans les autres pays, avec les conséquences attendues.*

RECHERCHE ECONOMIQUE  
Rédacteur :  
Patrick ARTUS

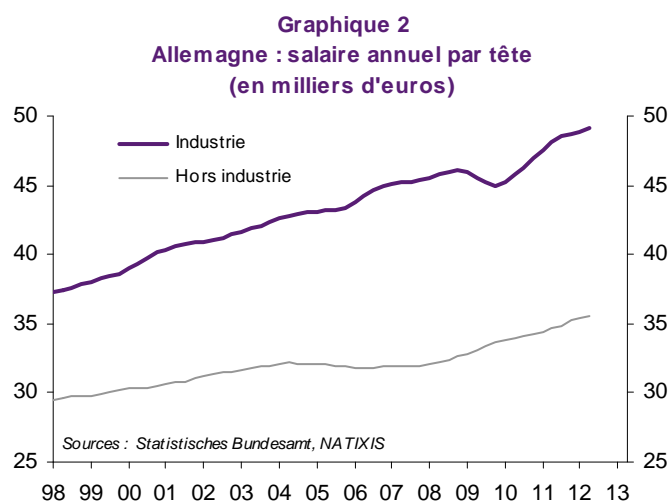
**Subventionnement dans les deux sens entre secteur exposé et le secteur abrité**

**Le secteur exposé (industrie, services exportables...) est gros consommateur de services** (le **graphique 1** montre par exemple la consommation intermédiaire de services par l'industrie en France et en Allemagne).



Ceci implique qu'il y a une **"subvention" du secteur exposé par le secteur abrité** (services non exportables, distribution, construction) **ou à l'inverse une "subvention" du secteur abrité par le secteur exposé :**

- **si le secteur abrité (privé) a des coûts unitaires de production et des prix faibles, ceci bénéficie au secteur exposé** (industrie) qui paye moins cher sa consommation intermédiaire de services. Le coût total de production du secteur exposé (de l'industrie) est réduit, ce secteur devient plus compétitif et gagne des parts de marché. **Ceci s'observe par exemple en Allemagne**, avec la baisse du coût du travail dans les services (**graphique 2**) due aux dérèglementations du marché du travail mises en place dans les années 2000. C'est l'opposé bien sûr **si le secteur abrité (privé) a des coûts unitaires de production élevés** qui dégradent la compétitivité du secteur exposé ;



- on peut aussi envisager que **le secteur abrité bénéficie d'avantages fiscaux qui, comme ils doivent être financés, sont finalement financés par le secteur exposé. C'est le cas par exemple en France** avec les allègements de charges sur les bas salaires, qui concernent essentiellement des salariés du secteur abrité (**Encadré 1**) ;

### Encadré 1 France : mesures d'allègements de charges

Les allègements de charges sociales constituent la pierre angulaire des politiques d'emploi mises en œuvre en France depuis plus de quinze ans. Les dispositifs adoptés ont toujours ciblé les bas salaires dans la mesure où i/ l'élasticité-prix de la demande de travail est plus forte pour le travail non-qualifié, et ii/ le taux de chômage, et notamment le taux de chômage de longue durée, est plus élevé parmi les salariés les moins qualifiés. D'un montant proche de 5 Mds EUR au début des années 90 (premiers dispositifs introduits sous les gouvernements Balladur et Juppé), les allègements généraux représentent aujourd'hui une dépense budgétaire de plus de 20 Mds EUR (**tableau 1**).

**Tableau 1**  
**Exonérations et cotisations recouvrées par l'URSAFF**

	Montants des exonérations (millions EUR)									Structure
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2010
Mesures générales	15059	15371	15837	16507	18384	20561	24298	23804	23836	79,5%
dont allègement général sur bas salaires	14473	15039	15644	16360	18369	20312	21406	20979	20882	69,6%
dont heures sup	-	-	-	-	-	251	2820	2824	2954	9,9%
dont rachats RTT 2007	-	-	-	-	-	-	73	0,9	-0,1	0,0%
Mesures en faveur de publics particuliers	2435	2101	1939	1894	2317	2603	2373	2123	2231	7,4%
dont contrats de formation en alternance	1010	973	994	1051	1200	1299	1324	1079	957	3,2%
dont contrat aidés non marchands	791	731	639	591	813	1003	738	690	914	3,0%
dont contrats aidés marchands	495	259	154	124	176	171	181	227	231	0,8%
Mesures en faveur de zones géographiques	952	958	1055	1171	1334	1733	1704	1500	1281	4,3%
Mesures en faveur de secteurs particuliers	932	1104	1285	1470	1869	2236	2327	2496	2640	8,8%
dont emploi à domicile	828	998	1117	1237	1595	1912	1935	2068	2195	7,3%
dont avantage en nature dans les HCR	105	106	131	146	147	156	160	162	167	0,6%
Total des mesures	19379	19534	20116	21043	23094	27133	30702	29923	29988	100,0%

Sources : ACOSS-URSAFF

Les (nombreuses) études menées pour évaluer l'impact des politiques d'allègements de charges sur les bas salaires montrent que leur effet sur l'emploi (des salariés les moins qualifiés) est loin d'être négligeable. Fortement dispersées, les estimations tournent autour de 300K créations nettes d'emplois en moyenne pour la première vague d'allègements (1993-1997), 800K au total en tenant compte des allègements de charges postérieures (Aubry et Fillon), soit un coût brut de l'ordre de 27,5K EUR par emploi créé (ou sauvegardé). A titre de comparaison, le coût brut d'un emploi aidé dans le secteur non marchand est estimé à 19K EUR, tandis que celui d'un emploi créé (ou sauvegardé) via les dispositifs de baisses ciblées de TVA serait compris entre 90K et 120K EUR (voir « Les dépenses fiscales et niches sociales dont bénéficient les entreprises au regard des objectifs visés », CPO, 2010).

Enfin, les allègements de charge sur bas salaires ont des effets pervers qu'il convient de signaler, notamment en termes de trappe à bas salaires pour les effectifs concernés et d'impact sur la productivité et la croissance potentielle via un effet de substitution du travail non-qualifié au travail qualifié. De par leur nature, les allègements de charge bénéficient en effet surtout aux secteurs d'activité intensifs en main d'œuvre peu qualifiée et, semble-t-il, aux secteurs les plus « abrités ».

- ce qui précède concerne **le secteur abrité privé** (services à la personne, hôtels-restaurants, distribution, construction), **la question se pose aussi pour le secteur public** (abrité), qui est subventionné par le secteur exposé s'il est de grande taille et financé par une pression fiscale élevée.

**Nous pensons qu'un pays est en difficulté si le secteur exposé y subventionne le secteur abrité** : le secteur exposé (l'industrie) perd alors sa compétitivité, perd des parts de marché, le pays se désindustrialise et s'appauvrit, est confronté à un déficit extérieur chronique... Nous allons vérifier la pertinence de cette théorie sur les cas **des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de l'Espagne, du Japon**.

## Quel secteur (abrité/exposé) subventionne l'autre ?

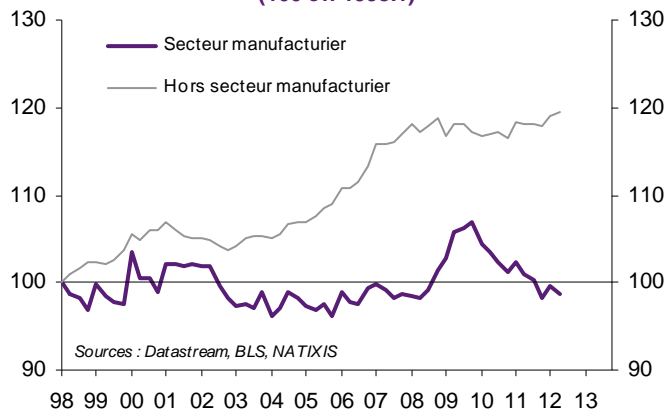
### # 1 Secteur abrité privé

Nous comparons, pour les pays cités ci-dessus, le **coût salarial de l'industrie manufacturière et du reste de l'économie** (coût salarial unitaire, salaire par tête, productivité par tête).

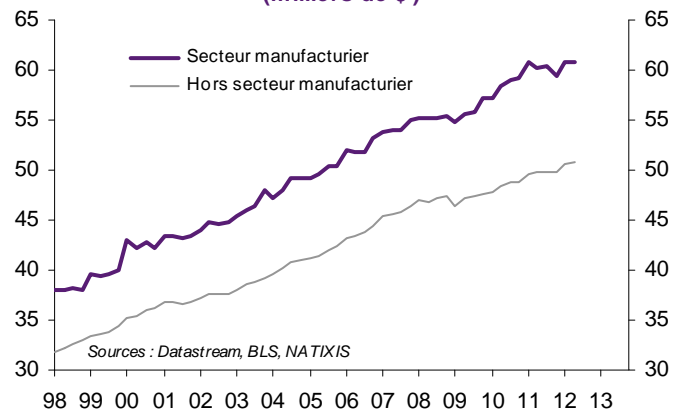
Les salaires de l'industrie sont partout plus élevés que les salaires des services (graphiques 3b à 9b) ; mais les gains de productivité sont aussi plus élevés partout dans l'industrie (graphiques 3c à 9c). Au total, le coût salarial unitaire (graphiques 3a à 9a) :

- progresse un peu plus vite dans les services aux Etats-Unis, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Japon ;
- progresse beaucoup plus vite dans les services, au Royaume-Uni, en France.

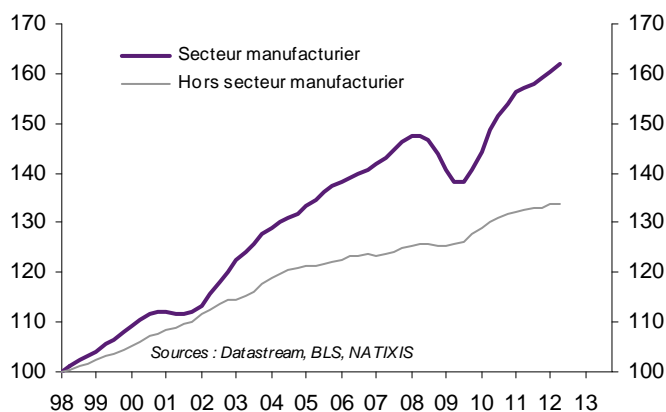
**Graphique 3a**  
Etats-Unis : coût salarial unitaire yc benefits  
(100 en 1998:1)



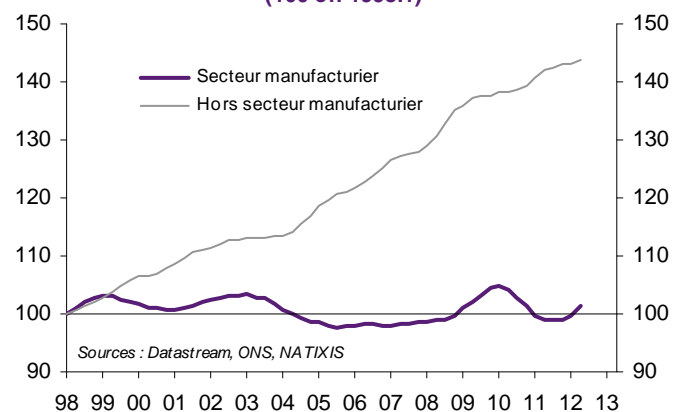
**Graphique 3b**  
Etats-Unis : salaire annuel par tête yc benefits  
(milliers de \$)



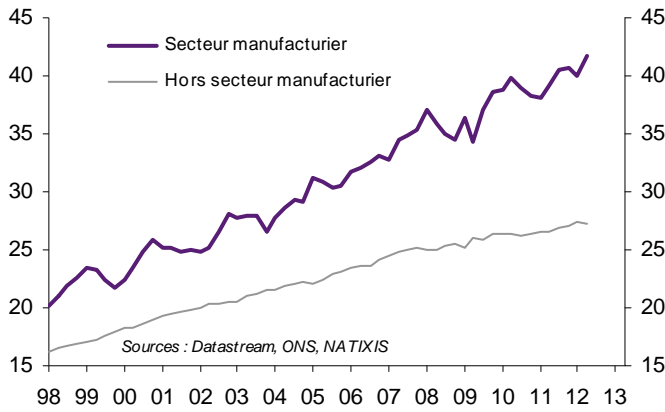
**Graphique 3c**  
Etats-Unis : productivité par tête (100 en 1998:1)



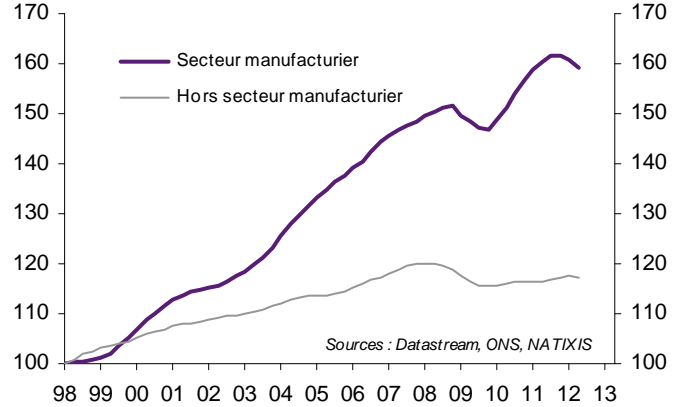
**Graphique 4a**  
Royaume-Uni : coût salarial unitaire  
(100 en 1998:1)



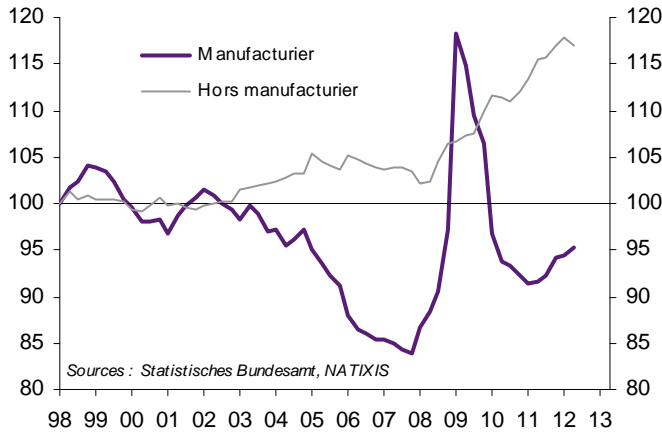
**Graphique 4b**  
Royaume-Uni : salaire annuel par tête  
(milliers de £)



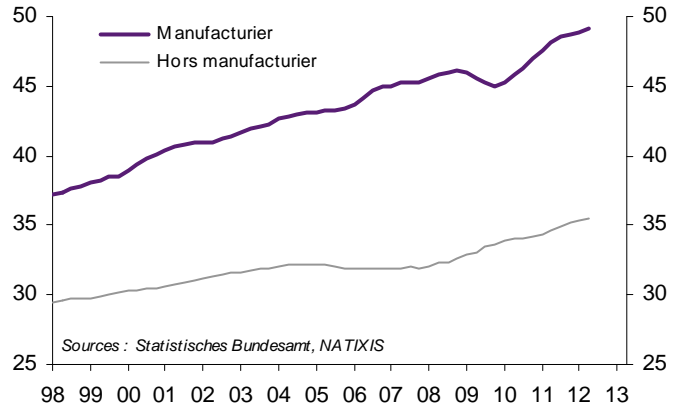
**Graphique 4c**  
Royaume-Uni : productivité par tête  
(100 en 1998:1)



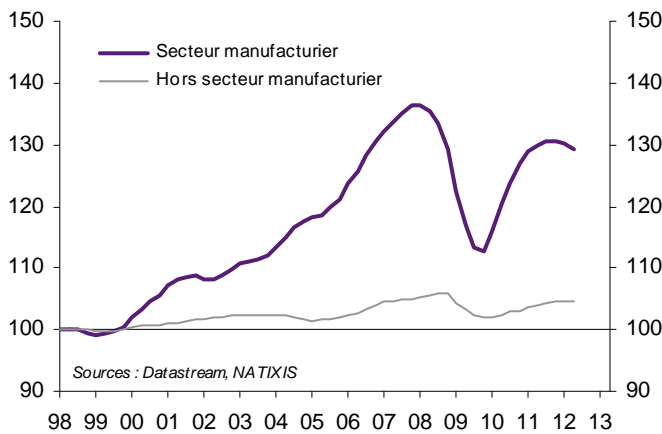
**Graphique 5a**  
Allemagne : coût salarial unitaire (100 en 1998:1)



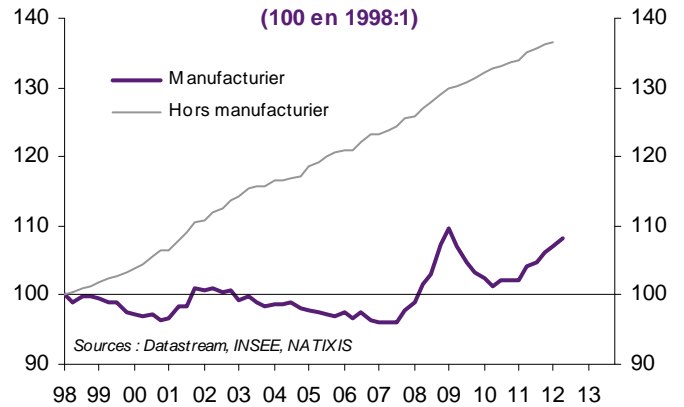
**Graphique 5b**  
Allemagne : salaire annuel par tête  
(en milliers d'euros)



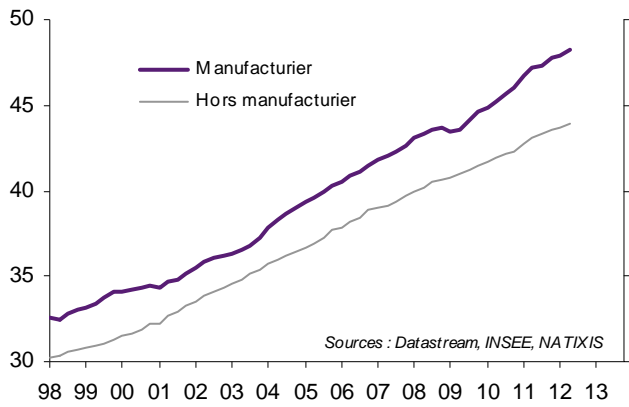
**Graphique 5c**  
Allemagne : productivité par tête (100 en 1998:1)



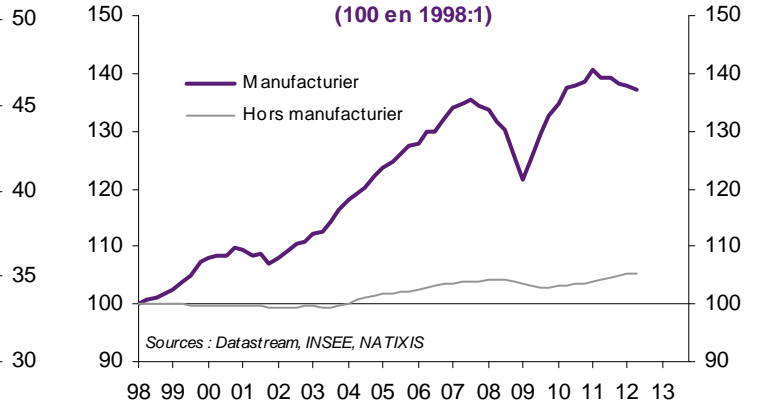
**Graphique 6a**  
France : coût salarial unitaire dans les secteurs  
manufacturier et hors manufacturier  
(100 en 1998:1)



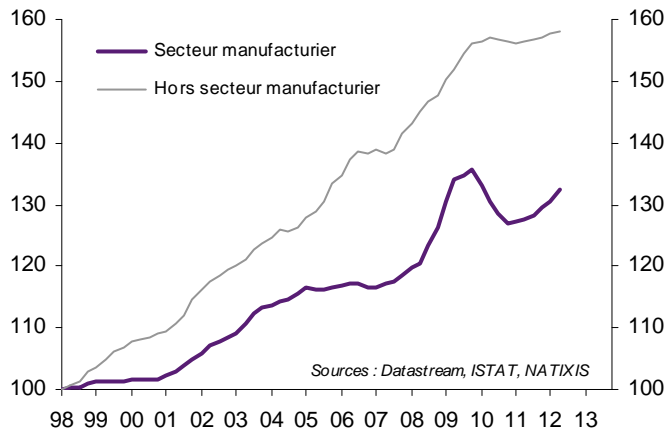
**Graphique 6b**  
France : salaire annuel par tête  
(en milliers d'euros)



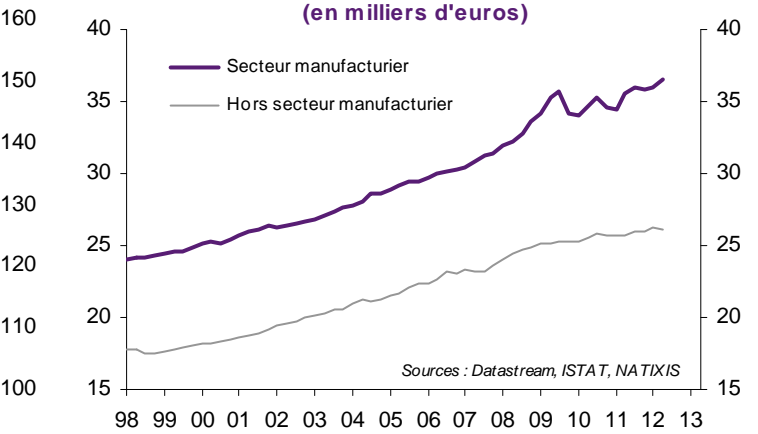
**Graphique 6c**  
France : productivité par tête dans les secteurs  
manufacturier et hors manufacturier  
(100 en 1998:1)



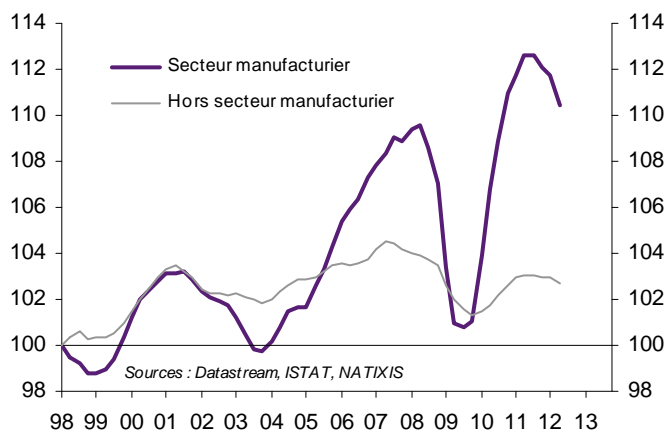
**Graphique 7a**  
Italie : coût salarial unitaire (100 en 1998:1)



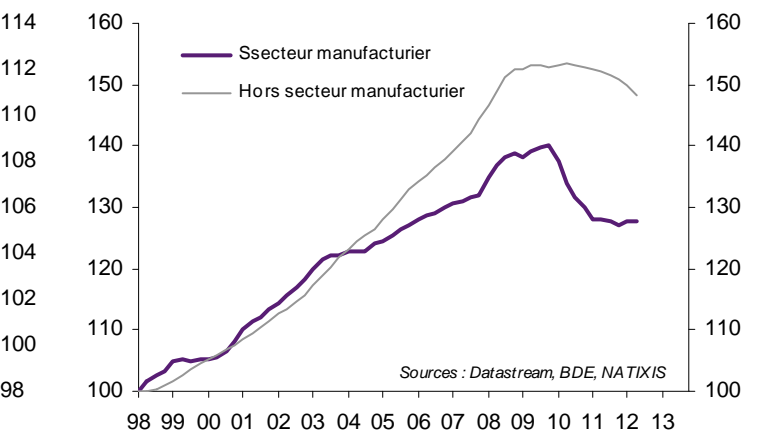
**Graphique 7b**  
Italie : salaire annuel par tête  
(en milliers d'euros)



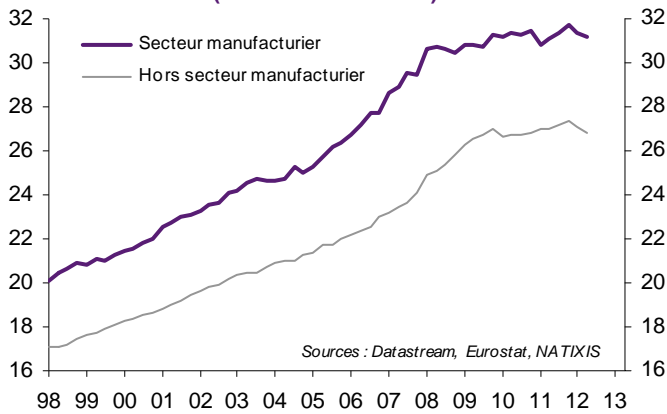
**Graphique 7c**  
Italie : productivité par tête (100 en 1998:1)



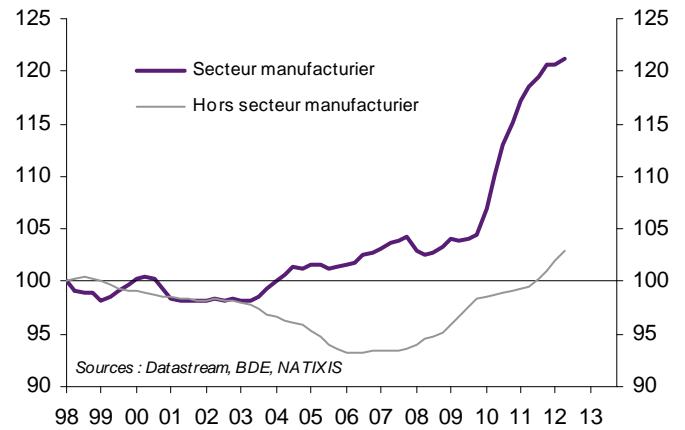
**Graphique 8a**  
Espagne : coût salarial unitaire (100 en 1998:1)



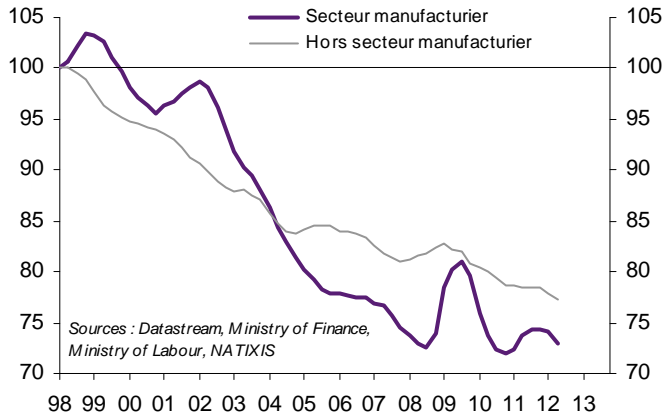
**Graphique 8b**  
Espagne : salaire annuel par tête  
(en milliers d'euros)



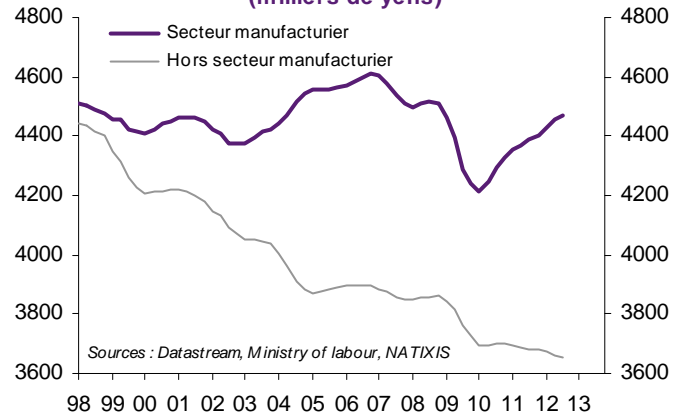
**Graphique 8c**  
Espagne : productivité par tête (100 en 1998:1)



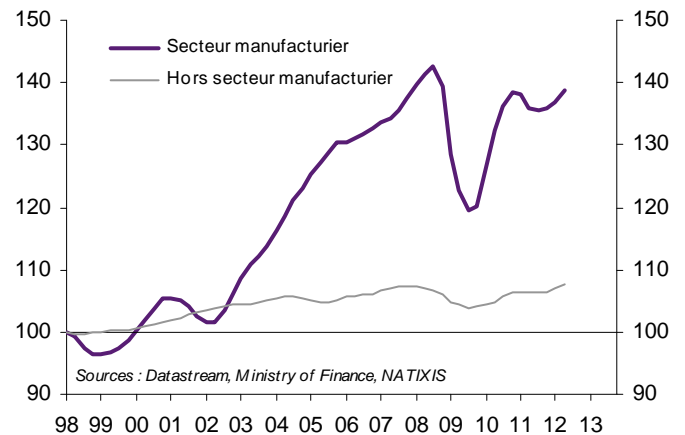
**Graphique 9a**  
Japon : coût salarial unitaire (100 en 1998:1)



**Graphique 9b**  
Japon : salaire annuel par tête  
(milliers de yens)



**Graphique 9c**  
Japon : productivité par tête (100 en 1998:1)

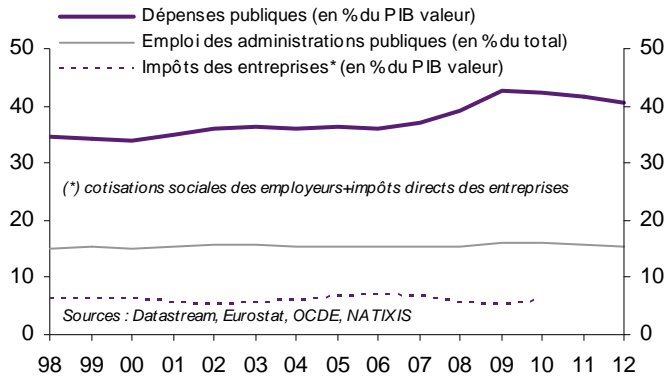


## # 2 Secteur abrité public

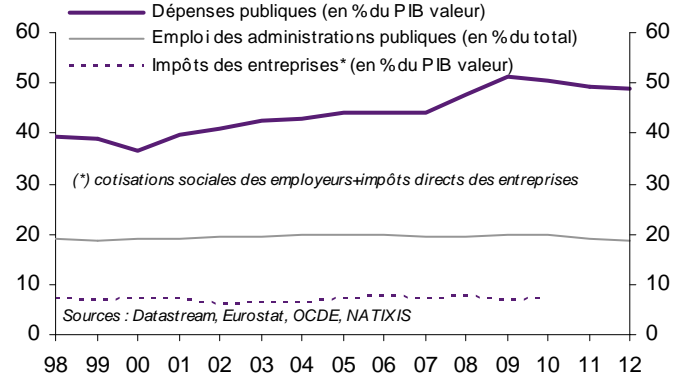
Nous regardons ici la taille des Administrations Publiques et le poids de la fiscalité des entreprises (graphiques 10a à 10g).



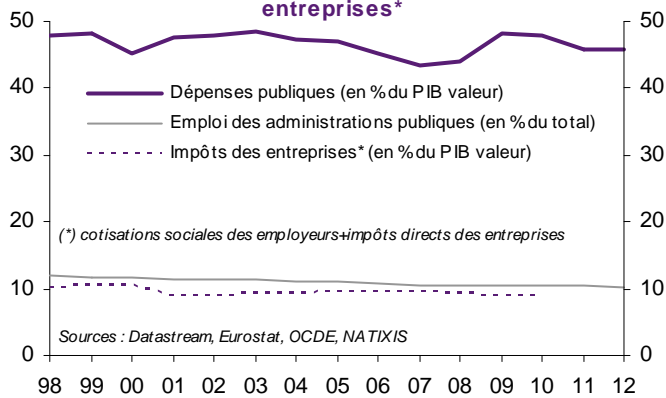
**Graphique 10a**  
**États-Unis : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***



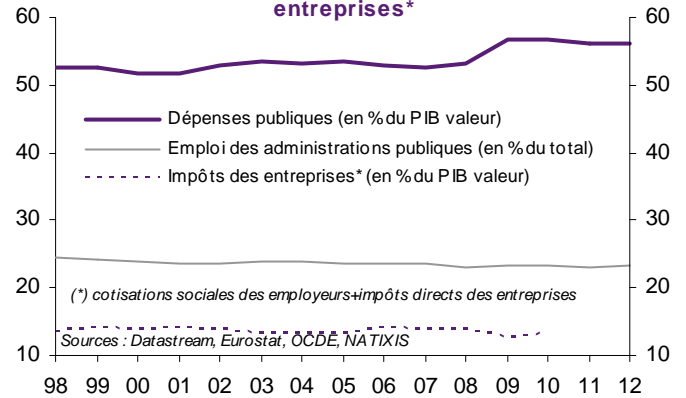
**Graphique 10b**  
**Royaume-Uni : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***



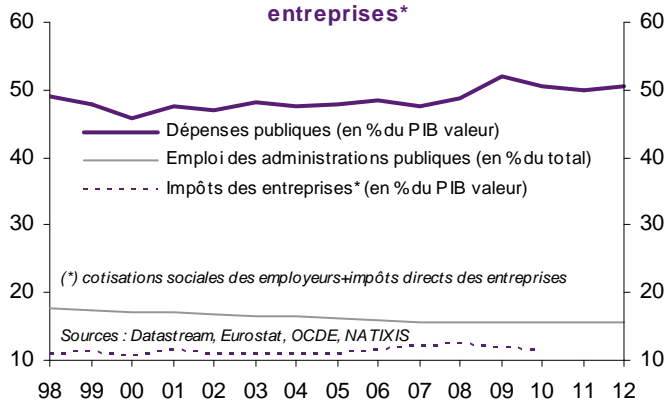
**Graphique 10c**  
**Allemagne : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***



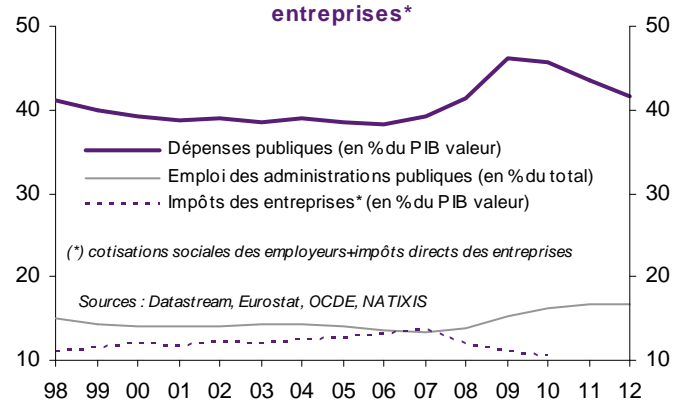
**Graphique 10d**  
**France : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***



**Graphique 10e**  
**Italie : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***

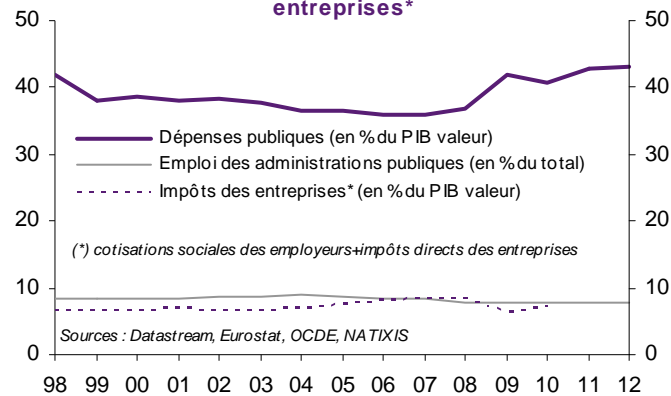


**Graphique 10f**  
**Espagne : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***





**Graphique 10g**  
**Japon : dépenses publiques, emploi des administrations publiques et impôts des entreprises\***



La taille de l'Etat est :

- faible aux Etats-Unis, en Allemagne, en Espagne, au Japon ;
- assez élevée au Royaume-Uni, en Italie ;
- très élevée en France.

**Synthèse :**  
**subventionnement du secteur abrité par le secteur exposé et performance économique**

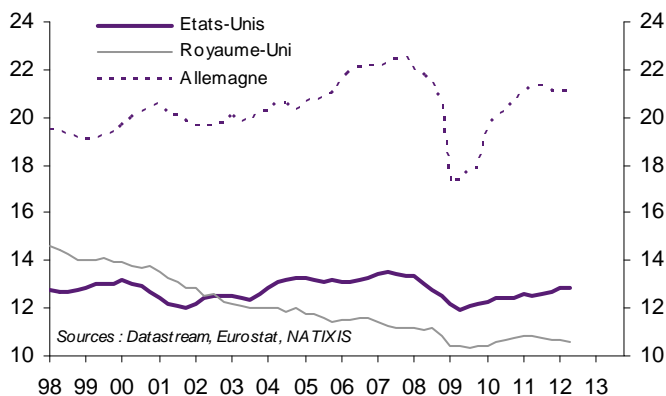
Nous avons donc vu que, parmi les pays étudiés :

- le secteur exposé subventionne le secteur abrité en France et au Royaume-Uni ;
- le secteur abrité subventionne le secteur exposé aux Etats-Unis, en Allemagne, en Espagne, en Italie, au Japon.

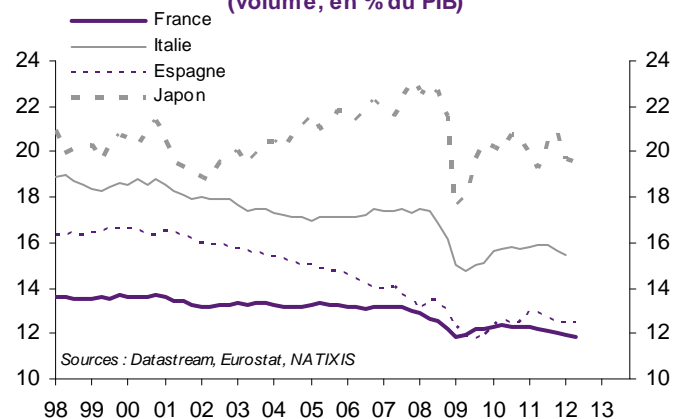
Nous nous attendons donc à une performance économique dégradée (désindustrialisation, déficit extérieur, pertes de parts de marché, appauvrissement) dans les pays où le secteur exposé subventionne le secteur abrité. Qu'observe-t-on ?

Le Royaume-Uni et la France sont effectivement les deux pays les plus désindustrialisés (graphiques 11a-11b), à progressions les plus faibles des exportations (graphiques 12a-12b) et à déficit extérieur croissant (graphiques 13a-13b).

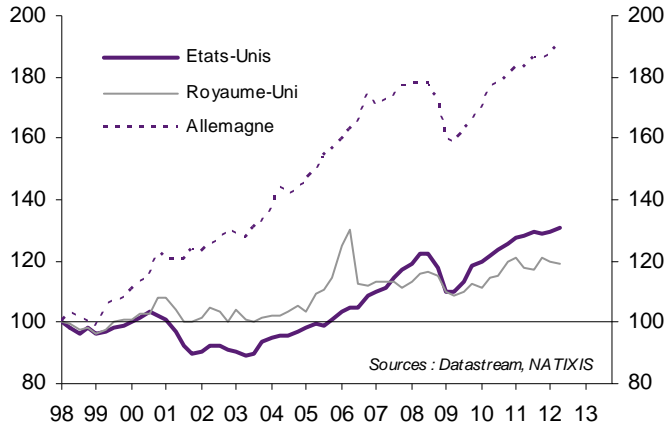
**Graphique 11a**  
**Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (volume, en % du PIB)**



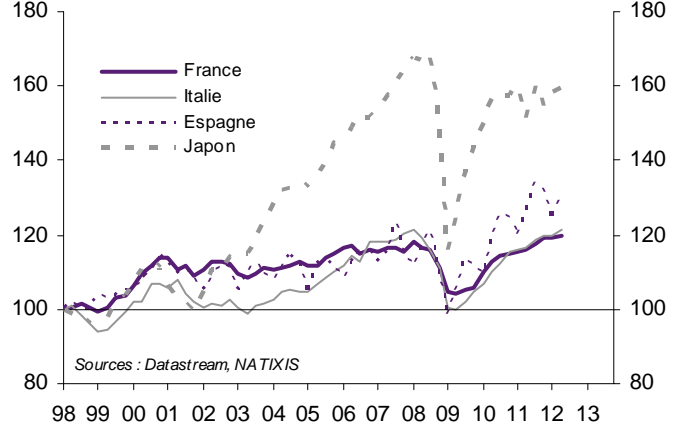
**Graphique 11b**  
**Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (volume, en % du PIB)**



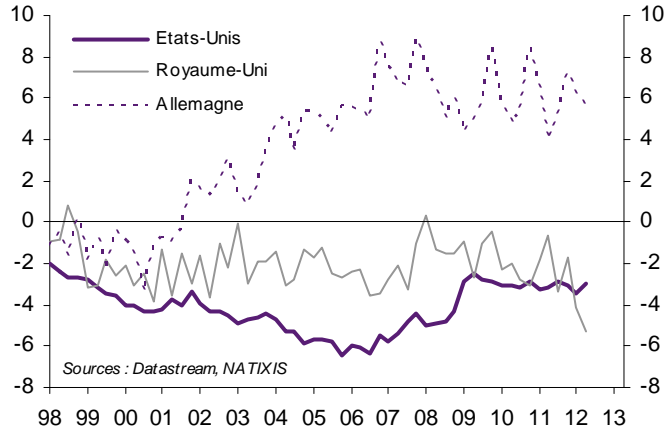
**Graphique 12a**  
Exportations en volume (100 en 1998:1)



**Graphique 12b**  
Exportations en volume (100 en 1998:1)



**Graphique 13a**  
Balance courante (en % du PIB, valeur)



**Graphique 13b**  
Balance courante (en % du PIB, valeur)

